

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Perspectives provinciales de Desjardins : habitation versus matières premières

Par Marc Desormeaux, économiste principal, et Hélène Bégin, économiste principale

- ▶ Nous nous attendons toujours à ce que peu de provinces échappent aux effets néfastes de la hausse des taux d'intérêt, de l'inflation élevée, de la correction rapide des marchés de l'habitation et de la détérioration du contexte économique mondial cette année.
- ▶ Les provinces les plus exposées au marché de l'habitation devraient être les plus durement touchées par la récession attendue au Canada. En revanche, celles qui dépendent de la production de matières premières – l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador – bénéficient des meilleures perspectives.
- ▶ Un résultat plus fort que prévu du PIB réel de l'Ontario au troisième trimestre de 2022 rehausse la croissance de la province, qui n'en demeure pas moins vulnérable aux effets collatéraux de la correction du marché du logement.
- ▶ La migration interprovinciale de l'Ontario vers le Canada atlantique durant la pandémie semble avoir atteint un sommet et nous constatons maintenant une augmentation des déplacements vers l'Alberta.
- ▶ Les mises à jour budgétaires pour l'exercice 2022-2023 laissent plus de latitude à de nombreuses provinces pour offrir un soutien financier en cas de ralentissement économique. Toutefois, l'inflation des dépenses, la sensibilité aux prix des matières premières ainsi que la pénurie de main-d'œuvre et la rareté des intrants assombrissent les perspectives.

PRINCIPALES TENDANCES TOUCHANT LES ÉCONOMIES PROVINCIALES

Une croissance plus lente presque partout

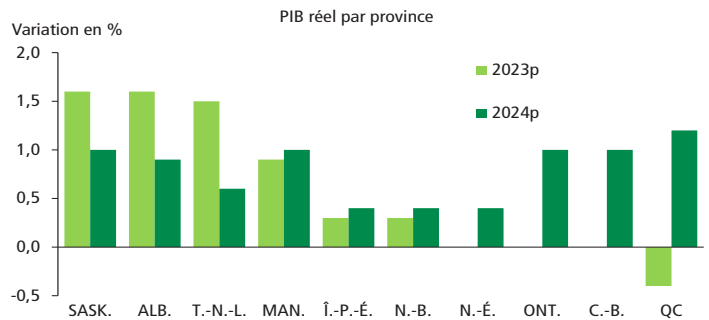
Nous nous attendons toujours à ce que peu de provinces échappent aux effets néfastes de la hausse des taux d'intérêt, de l'inflation élevée, de la correction rapide des marchés de l'habitation et de la détérioration du contexte économique mondial cette année (graphique 1). La seule exception est Terre-Neuve-et-Labrador, où la reprise de la production dans l'important secteur pétrolier extracôtier stimulera la croissance.

La correction du marché de l'habitation entre dans une nouvelle phase

Nos prévisions supposent que le pire de la baisse des ventes et des prix des propriétés est derrière nous dans la plupart des provinces. Nous attendons maintenant un repli généralisé du côté de la construction résidentielle, qui accuse habituellement un retard par rapport au marché de la revente de propriétés. Nous anticipons que certains secteurs, comme les services financiers,

GRAPHIQUE 1

Les provinces productrices de pétrole s'en sortiront mieux pendant la récession cette année



p : prévisions
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques.

seront aussi affectés. La Colombie-Britannique, l'Ontario et les provinces maritimes semblent particulièrement exposés à ces effets collatéraux (graphique 2 à la page 2), ce qui les place au bas du tableau de croissance.

Une baisse des prix des matières premières

Nous pensons toujours que les provinces canadiennes productrices de matières premières bénéficient des meilleures perspectives cette année. Bien que les prix des produits de base aient généralement baissé dans un contexte mondial en perte de vitesse, nous nous attendons à ce qu'ils demeurent suffisamment élevés pour soutenir la rentabilité de ces industries ainsi que l'activité économique. Quant à la demande chinoise, elle demeure incertaine en raison des risques géopolitiques et de l'incertitude entourant la pérennité de la réouverture.

Des flux migratoires changeants

Du côté de la migration interprovinciale, les mouvements de l'Ontario vers le Canada atlantique semblent avoir atteint un sommet, et nous constatons maintenant une augmentation des déplacements vers l'Alberta (graphique 3). Nous croyons que cette tendance se poursuivra globalement en 2023, ce qui contribuera à freiner l'économie de la côte Est et au centre du Canada, mais celle-ci profitera à l'Alberta.

En ce qui concerne la migration internationale, la contribution économique des nouveaux arrivants dépend généralement de leur nombre par rapport à la population de chacune des provinces ainsi que de leur capacité à s'intégrer au marché du travail. Compte tenu de la grave pénurie de main-d'œuvre, dont souffre l'économie canadienne, nous nous attendons à ce que les immigrants continuent de connaître de meilleurs résultats sur le marché du travail qu'avant la pandémie. Avec la récente augmentation de la cible d'admission nationale, il est possible qu'un plus grand nombre de nouveaux arrivants s'établissent dans les Prairies, où l'abordabilité et les perspectives économiques sont plus attrayantes.

L'activité liée aux grands projets

Comme toujours, nous nous attendons à ce que dans certaines provinces, les grands projets générant d'importantes dépenses en immobilisations contribuent à améliorer les conditions économiques qui seraient autrement plus moroses. Parmi les exemples, mentionnons l'important terminal d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) en Colombie-Britannique et la mine de potasse Jansen en Saskatchewan.

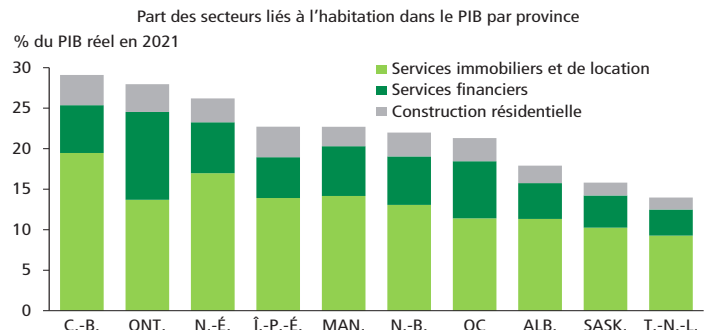
Les échéanciers de production sont un sujet connexe, car ils ne reflètent pas toujours le contexte économique général.

Meilleurs points de départ budgétaires, perspectives plus floues

Les mises à jour budgétaires publiées depuis nos dernières perspectives prévoyaient presque toutes des résultats nettement supérieurs aux attentes grâce à une reprise économique et à une inflation qui sont plus fortes que prévu. De nombreuses provinces disposent donc d'une marge de manœuvre accrue pour offrir du soutien en cas de ralentissement économique tout en respectant leurs objectifs de viabilité financière à long terme. Pour plus de détails, consultez l'analyse

GRAPHIQUE 2

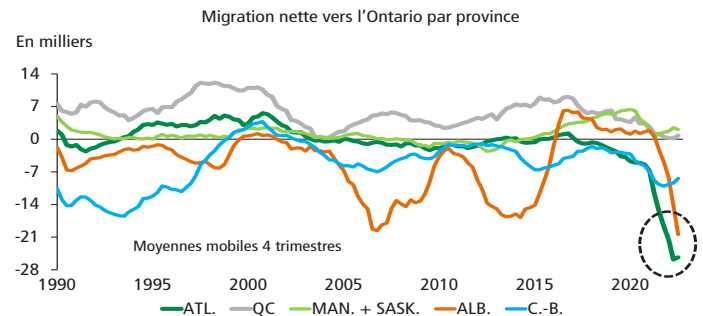
L'exposition au repli du marché de l'habitation varie à l'échelle du Canada



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques.

GRAPHIQUE 3

La migration vers l'Atlantique pourrait avoir atteint un sommet, mais plus d'Ontariens se déplacent en Alberta



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques.

Cinq points à retenir des mises à jour de mi-année des provinces canadiennes.

Cependant, des incertitudes subsistent. Nous n'avons toujours pas constaté les effets de l'inflation sur les dépenses, notamment en ce qui a trait à l'augmentation des salaires dans le secteur public. Les finances de certains gouvernements risquent également d'être très sensibles aux fluctuations des prix des matières premières. De même, on se demande si, après avoir connu certains retards et reports, les projets d'infrastructures prêts à démarrer pourront être mis en branle assez rapidement. L'importante pénurie de main-d'œuvre et la rareté des intrants demeurent aussi une réalité.

Événements climatiques

L'ouragan *Fiona* semble avoir eu un effet négatif sur la capacité industrielle et les finances publiques dans le Canada atlantique, et l'ampleur des répercussions de la sécheresse de l'an dernier dans les Prairies sont maintenant visibles. Ces événements faisaient suite aux graves inondations qu'avait connues la côte Ouest du Canada à la fin de 2021. Nous n'avons pas formulé d'hypothèses explicites à cet égard dans nos prévisions, mais le risque de voir se produire des événements climatiques extrêmes et plus fréquents est clair.

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

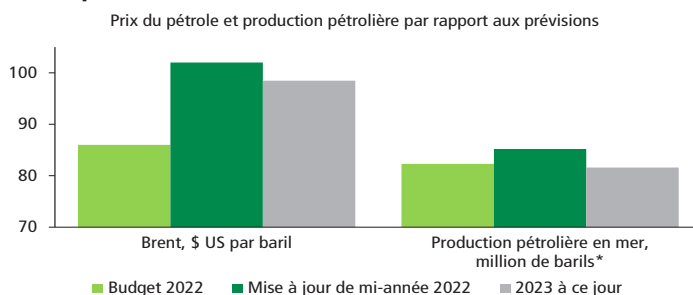
Nous continuons d'envisager une croissance plus forte à Terre-Neuve-et-Labrador (T.-N.-L) en 2023-2024 en raison de l'activité liée aux grands projets. Le barrage de Muskrat Falls, terminé à la fin de 2021, ne représente plus un boulet cette année. Le projet extracôtier West White Rose et le champ pétrolier en mer Terra Nova devraient quant à eux redémarrer plus tard en 2023. À plus long terme, des occasions existent pour l'industrie pétrolière en eaux profondes de même que pour le secteur des métaux industriels de la province à mesure que la transition climatique s'accélère.

Nous nous attendons à ce que la croissance de la population ralentisse jusqu'en 2024, puisque la diminution du télétravail et du travail hybride freinera la migration interprovinciale. Cela devrait, parallèlement aux taux d'intérêt élevés et à l'inflation, peser sur l'activité dans les secteurs de l'habitation et de la consommation. Cependant, ces derniers représentent une faible part de la production provinciale. Ils devraient également bénéficier de l'augmentation de l'immigration et des mesures d'abordabilité mises en place par le gouvernement provincial, particulièrement dans un contexte de resserrement de l'épargne des ménages et de vieillissement rapide de la population.

Nous entrevoyons un risque de baisse pour les soldes budgétaires de T.-N.-L à court terme. Pour le présent exercice, le prix moyen du Brent est inférieur d'environ 4 \$ US le baril aux prévisions de la mise à jour budgétaire d'octobre, tandis que la production de pétrole de 2022 est inférieure de près de 2 millions de barils (graphique 4). Malgré tout, les recettes devraient être beaucoup plus élevées que prévu dans le budget de 2022, ce qui permettra d'assouplir les mesures de compression des dépenses déjà planifiées.

GRAPHIQUE 4

Soldes budgétaires de Terre-Neuve-et-Labrador : risque à la baisse pour l'exercice 2022-2023



* Selon les données de janvier à octobre.
Sources : Ministère des Finances de Terre-Neuve-et-Labrador, Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers et Desjardins, Études économiques.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

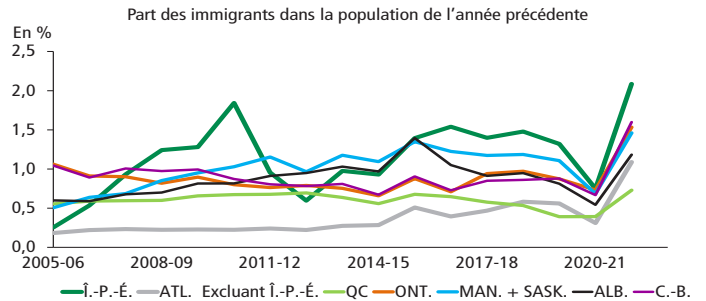
L'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) entame 2023 avec un fort élan économique. Son taux de création d'emplois de 6,3 % a été le meilleur de toutes les provinces l'an dernier, tandis que la progression de 1,4 % au T4 2022 a été la deuxième plus importante. Il est également probable qu'elle figure parmi les provinces bénéficiant le plus de l'augmentation de l'immigration. L'intégration des nouveaux arrivants au marché du travail de l'Île-du-Prince-Édouard s'est améliorée, et ces derniers ont aussi tendance à représenter une part importante de la population provinciale (graphique 5). En revanche, nous sommes plus pessimistes quant à la migration interprovinciale vers l'île, qui, selon nous, ralentira à mesure que le télétravail sera moins fréquent.

Comme nous l'avons anticipé dans nos dernières perspectives, les dépenses en immobilisations du gouvernement seront plus favorables. Avec des revenus beaucoup plus élevés, l'Î.-P.-É. vise à augmenter ses dépenses d'infrastructures de 24 % au cours de l'exercice 2023-2024, ce qui contraste fortement avec la baisse de 6 % prévue antérieurement pour ce même exercice.

Les perspectives du commerce extérieur sont moins optimistes. La valeur des exportations dans les secteurs de l'aérospatiale, des produits pharmaceutiques et de la transformation des aliments a fléchi au cours de 2022, parallèlement à la conjoncture économique mondiale qui s'est détériorée. De plus, les dommages causés par l'ouragan *Fiona* aux infrastructures de pêche et de transformation pourraient freiner la production et les exportations dans ces secteurs clés. Cependant, en 2023, le tourisme pourrait se remettre des effets des tempêtes de l'automne dernier, puisque la faiblesse du dollar canadien risque d'attirer des visiteurs américains à la recherche d'aubaines pendant la récession.

GRAPHIQUE 5

L'Î.-P.-É. accueille habituellement le plus de nouveaux arrivants par habitant



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques.

NOUVELLE-ÉCOSSE

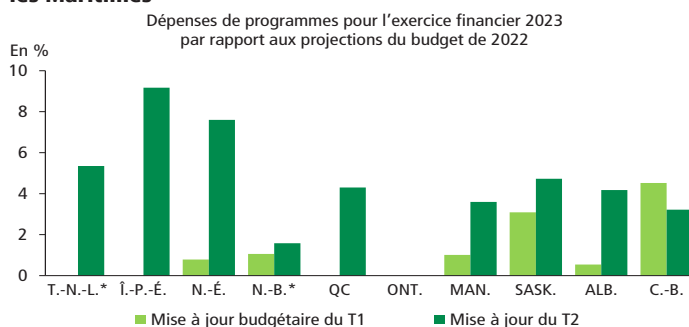
Nous pensons toujours que la Nouvelle-Écosse profite des meilleures perspectives à long terme sur la côte Est du Canada. C'est le Centre de services de l'Atlantique, les salaires y sont élevés et son économie est la plus diversifiée de la région. La force de la migration internationale et interprovinciale avant la pandémie témoigne de son attrait. Des liens commerciaux solides avec l'Asie, l'Europe et d'autres provinces canadiennes limitent l'exposition de la province au ralentissement économique de l'une ou l'autre de ces régions.

Cependant, nous entrevoyons des perspectives peu reluisantes dans certains secteurs clés cette année, après les difficultés des derniers mois. Avec des taux d'intérêt nettement plus élevés et des prix plus faibles, les mises en chantier et les investissements dans la construction résidentielle ont ralenti à la fin de 2022. La Nouvelle-Écosse suivait la Colombie-Britannique en ce qui a trait à la part des industries liées au logement dans le PIB provincial en 2021 – la dernière année pour laquelle des données sont disponibles. La migration nette en provenance d'autres provinces (particulièrement l'Ontario), dont elle a sans doute profité, plus que toutes les autres provinces pendant la pandémie, pourrait aussi avoir atteint un sommet.

Bien que la situation financière de la Nouvelle-Écosse se soit améliorée relativement aux prévisions budgétaires, les détails ne sont pas aussi favorables. D'ambitieuses dépenses en immobilisations ont été amputées successivement cette année, ce qui s'explique probablement par la pénurie de main-d'œuvre et le coût élevé des intrants. En revanche, les prévisions des dépenses de programmes ont été considérablement revues à la hausse (graphique 6), en grande partie en raison des coûts liés aux soins de santé et à l'ouragan *Fiona*.

GRAPHIQUE 6

L'ouragan *Fiona* entraîne des dépassements de coûts dans les Maritimes



* Dépenses totales (les dépenses de programmes n'étaient pas disponibles).
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques.

NOUVEAU-BRUNSWICK

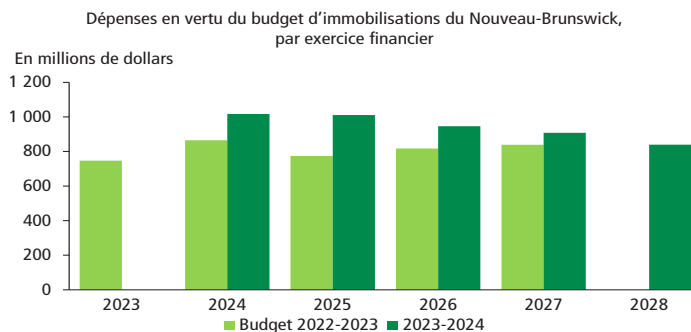
Le Nouveau-Brunswick aborde la récession à venir avec quelques avantages. Premièrement, sa situation financière. C'est la seule province à ne pas avoir eu de déficits pendant la pandémie. Plus récemment, elle projetait un excédent record, ce qui lui a permis de gonfler de 587 M\$ (18 %) ses plans de dépenses en infrastructures pour les exercices 2024 à 2027, de manière à soutenir l'augmentation de la population et à stimuler la croissance (graphique 7). Deuxièmement, le faible niveau d'endettement des ménages. En plus d'un marché de l'habitation relativement abordable et d'une faible dépendance économique à l'égard de l'immobilier résidentiel, la province est mieux protégée que la plupart de ses pairs contre les effets négatifs de la hausse des coûts d'emprunt.

Sur une note moins optimiste, le récent taux de croissance démographique record devrait s'atténuer. Comme dans les autres provinces maritimes, la migration interprovinciale nette vers le Nouveau-Brunswick semble avoir atteint un sommet. Nous nous attendons à ce qu'elle continue de diminuer cette année et l'an prochain, ce qui devrait peser de plus en plus sur l'activité dans le secteur de l'habitation. Des cibles nationales d'immigration plus élevée pourraient toutefois compenser en partie ce frein.

L'expansion américaine en perte de vitesse de même que le recul des prix du pétrole raffiné et des pâtes et papiers – deux produits de base du Nouveau-Brunswick – devraient également se traduire par une baisse de revenu pour les producteurs. Quant à la décision du département du commerce des États-Unis d'imposer un droit combiné de 15 % sur le bois d'œuvre, elle fait augmenter les coûts pour le plus grand producteur de la province.

GRAPHIQUE 7

Le Nouveau-Brunswick a rehaussé ses plans de dépenses en infrastructures



Sources : Ministère des Finances du Nouveau-Brunswick et Desjardins, Études économiques.

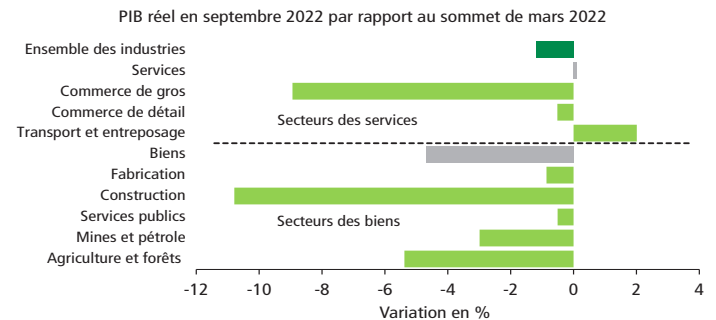
QUÉBEC

Au Québec, la récession semble déjà avoir débuté puisque le PIB réel a encaissé une baisse de 1,9 % à rythme annualisé au [troisième trimestre de 2022](#). Les dépenses des ménages et les investissements des entreprises tournent au ralenti, mais résistent bien jusqu'à maintenant. Toutefois, les exportations commencent à subir l'effet des difficultés de l'économie mondiale. Le secteur résidentiel poursuit sa chute, car il continue d'être freiné par la remontée des taux d'intérêt. La correction des prix des propriétés, qui a déjà atteint 6,9 % du sommet d'avril à décembre 2022, se poursuivra jusqu'à environ 15 % d'ici la fin de l'année.

La contraction de l'activité économique est déjà assez généralisée à la plupart des industries (graphique 8). La récession sera confirmée si le recul se poursuit au cours des prochains trimestres. Une amélioration est toutefois anticipée vers la fin de 2023. Le PIB réel devrait fléchir de 0,4 % cette année, suivi d'une croissance de 1,2 % l'an prochain. Le taux de chômage devrait s'éloigner du creux historique de 3,8 % atteint en novembre dernier et augmenter à presque 6 % d'ici la fin de 2023. Contrairement aux récessions précédentes, le nombre élevé de postes vacants au Québec limitera la détérioration du marché du travail. Les hausses de salaire devraient se modérer, surtout que l'inflation devrait aussi ralentir au cours de l'année.

GRAPHIQUE 8

La baisse du PIB réel au Québec est assez généralisée parmi les secteurs



Sources : Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques.

ONTARIO

Nous nous attendons toujours à ce que la plus grande province du Canada soit l'une des plus touchées par la prochaine récession. La hausse des coûts d'emprunt, l'abordabilité particulièrement faible, le niveau d'endettement élevé des ménages et la baisse de l'activité sur le marché de l'habitation lui font déjà mal, de toute évidence. Les dépenses des ménages et les investissements résidentiels en Ontario ont diminué davantage au Québec et ailleurs au Canada au T3 (graphique 9). L'emploi et les ventes au détail y ont également ralenti. Et il y a toujours un risque que les difficultés du marché de l'habitation entraînent des répercussions dans d'autres secteurs l'an prochain, notamment si l'on considère la place prépondérante des services financiers dans l'économie ontarienne.

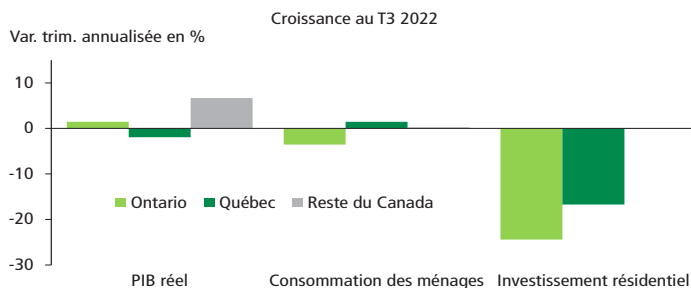
Malgré tout, l'Ontario entame 2023 sur une bonne lancée. Contrairement au Québec, les premières estimations provinciales suggèrent que son PIB réel a continué de progresser au troisième trimestre, soutenu par les investissements non résidentiels des entreprises et les exportations (en plus des stocks, qui sont volatils et souvent révisés). Après un automne difficile, l'embauche dans les secteurs moins sensibles aux taux d'intérêt s'est accélérée. La construction résidentielle demeure remarquablement résiliente à la correction des prix du marché de l'habitation, bien que cette situation ne devrait pas perdurer au-delà de la mi-année.

Les données démographiques sont généralement favorables. Des cibles d'immigration plus élevées devraient stimuler la croissance en Ontario, compte tenu de son fort taux d'admission et d'une meilleure intégration des nouveaux arrivants sur le marché du travail. L'exode vers le Canada atlantique semble avoir atteint un sommet, mais l'attrait de l'Alberta s'accroît.

La production du secteur de l'automobile pourrait également progresser considérablement cette année, ce qui donnera un coup de pouce au secteur clé des exportations. Toutefois, ces gains se heurteront à la faiblesse intérieure de l'économie américaine.

GRAPHIQUE 9

Les secteurs sensibles aux taux d'intérêt s'affaiblissent en Ontario



Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques.

MANITOBA

Nous pensons toujours que l'économie diversifiée du Manitoba lui permettra d'éviter le pire de la récession en 2023.

Du côté du logement, des marchés locaux équilibrés et relativement abordables ont donné lieu à des hausses de prix parmi les plus faibles de la pandémie et à certaines des baisses les moins importantes depuis le début du resserrement monétaire. Les services financiers, qui sont en partie liés au logement, ne représentent qu'une faible part du PIB provincial.

Les investissements dans le secteur minier devraient aider à compenser l'effet négatif des prix plus faibles (mais toujours élevés) des matières premières.

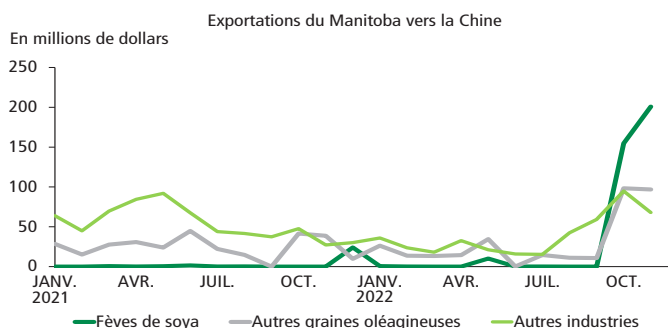
La construction d'une usine de fabrication de verre solaire au coût de 400 à 500 M\$, qui commencera au début de l'année, devrait compléter la nouvelle capacité dans les secteurs clés de la transformation des pois et de la viande.

Malgré cela, les récents vents favorables à l'exportation devraient s'estomper. La normalisation de la production d'électricité, freinée par la sécheresse de 2021 ayant aussi frappé les expéditions agricoles, a entraîné une forte augmentation des exportations connexes l'an dernier – un effet qui devrait se dissiper en 2023. Le rythme de réouverture de la Chine, après la dernière série de confinements liés à la COVID-19, pourrait également avoir une incidence sur les importations de soya, qui ont explosé à la fin de l'année dernière (graphique 10). Et les exportations interprovinciales devraient souffrir de la récession canadienne au cours de l'année.

Le Manitoba profitera probablement beaucoup de l'accroissement de l'immigration. Elle a toujours figuré parmi les provinces où les nouveaux arrivants connaissent les meilleurs résultats sur le marché du travail. Nous espérons qu'après s'être stabilisés à la fin de l'an dernier, les flux migratoires sortants presque records s'atténueront désormais.

GRAPHIQUE 10

Le commerce agricole avec la Chine s'est accru à la fin de 2022



Sources : Industrie Canada et Desjardins, Études économiques.

SASKATCHEWAN

L'activité liée aux grands projets nous porte à croire que la Saskatchewan sera un chef de file de la croissance des provinces cette année. La première phase de la mine de potasse de Jansen, d'une valeur de 7,5 G\$, se poursuit, et selon un rythme accéléré. Parmi les autres projets, mentionnons l'usine de broyage du canola de Cargill (350 M\$) et une usine de transformation du canola en diesel dans la région de Regina, dont la production devrait commencer en 2027.

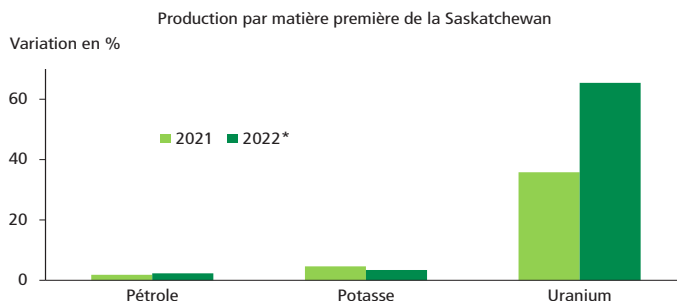
Du côté des matières premières, nous prévoyons une hausse de la production ainsi que des prix plus modérés. Bien que les cours du pétrole brut aient chuté par rapport au sommet atteint au début de 2022 en raison du ralentissement mondial, nous pensons qu'ils demeureront assez élevés pour continuer à soutenir la reprise de la production en Saskatchewan. La production de potasse et d'uranium est également en hausse cette année (graphique 11). La production d'uranium devrait bénéficier de l'accélération des activités de la mine de Cigar Lake et de la réouverture de celle de McArthur River. Toutefois, la récente réouverture de la Chine pourrait jouer sur la demande de canola et de soya, qui a entraîné une hausse des exportations de la province vers la fin de 2022, tout comme au Manitoba.

Les taux d'intérêt plus élevés devraient avoir des effets mixtes en Saskatchewan. Bien que le marché de l'habitation ne représente qu'une petite part de son PIB, ses ménages étaient plus endettés que ceux de la plupart des autres provinces en 2022.

La hausse de l'immigration est particulièrement positive pour la Saskatchewan, les nouveaux arrivants ayant tendance à bien s'intégrer au marché du travail. Les gens pourraient d'ailleurs être plus nombreux à s'y installer dans les années à venir en raison des bonnes perspectives économiques.

GRAPHIQUE 11

La production des principales matières premières de la Saskatchewan a augmenté en 2022



* Selon les données de janvier à novembre pour la potasse et l'uranium, et de janvier à octobre pour le pétrole.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques.

ALBERTA

La vigueur de l'activité dans le secteur pétrolier et gazier procure à l'Alberta un solide appui en 2023. La production de pétrole tourne autour d'un niveau record, et le forage et les investissements sectoriels à l'échelle nationale (graphique 12) affichaient une tendance à la hausse à la fin de 2022. Malgré tout, nous ne prévoyons toujours pas de retour au sommet atteint en 2014. Cette situation reflète la hausse des taux d'intérêt, l'appétit des investisseurs pour les sources d'énergie renouvelable et les efforts soutenus déployés par les principaux acteurs de l'industrie pour redresser leurs bilans.

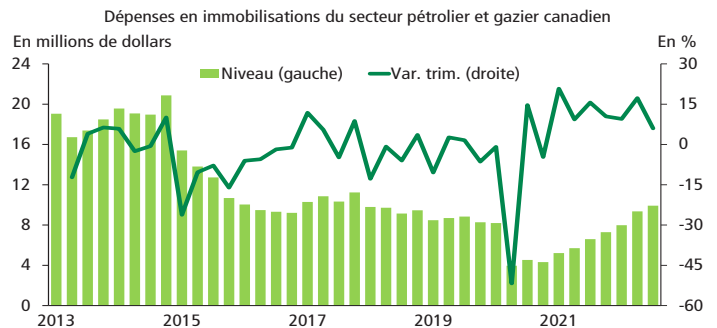
Plus l'escompte du WCS par rapport au WTI demeure élevé, plus la rentabilité de l'industrie et les finances publiques de l'Alberta s'en ressentent. Nous espérons que la situation s'améliorera avec le temps. L'utilisation moindre de la réserve stratégique de pétrole américaine et l'achèvement de l'expansion de l'oléoduc TransMountain cette année devraient stimuler la part de marché du brut albertain sur la côte du golfe du Mexique et donner un élan aux prix du WCS.

Les autres secteurs de l'Alberta continuent d'afficher de solides perspectives. Divers projets sont en cours dans les industries de la pétrochimie, de l'hydrogène et des énergies renouvelables.

Le contexte est aussi relativement favorable au marché de l'habitation. Grâce aux perspectives économiques et au logement abordable, la migration interprovinciale nette vers l'Alberta a atteint son niveau le plus élevé depuis les années 1980 à la fin de l'année dernière. La part croissante de l'immigration internationale qu'obtient la province lui offre aussi un soutien supplémentaire. Toutefois, certains ménages très endettés de l'Alberta subiront de plus en plus les contrecoups de la remontée des taux d'intérêt.

GRAPHIQUE 12

Les investissements dans l'énergie sont en forte croissance, mais restent loin du sommet de 2014



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

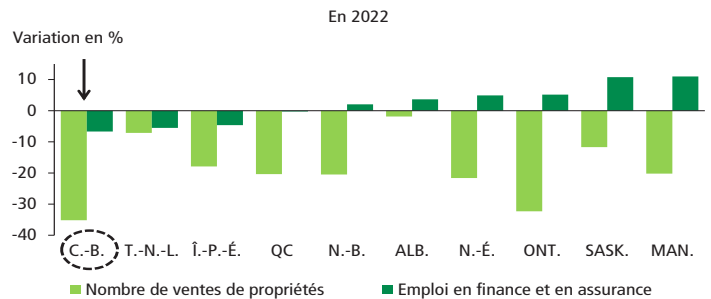
Les effets des taux d'intérêt nettement plus élevés sont déjà évidents en Colombie-Britannique. La province est la plus exposée au marché de l'habitation au Canada, et ses ménages sont les plus endettés du pays. Les ventes de propriétés y ont chuté davantage que dans toutes les autres provinces en 2022. Les ventes au détail, dont une partie est plus sensible aux taux d'intérêt, se sont affaiblies davantage qu'au niveau national, et l'emploi dans les services financiers a reculé plus que partout ailleurs au Canada (graphique 13). Jusqu'à présent, la construction résidentielle a bien résisté à la hausse des taux d'intérêt et au ralentissement de l'activité sur le marché de la revente. La faiblesse devrait toutefois s'accroître au fil de 2023.

Comme la Chine est un important marché d'exportation et un fournisseur de produits d'importation, elle risque encore de nourrir l'inflation et de nuire à l'expansion en Colombie-Britannique. Nous avons révisé à la baisse nos prévisions de croissance pour la Chine depuis octobre 2022, bien que la réouverture récente soit prometteuse.

Mais il n'y a pas que de mauvaises nouvelles. Les travaux du terminal d'exportation de gaz naturel de LNG Canada, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, se poursuivent. Nous prévoyons que les prix des métaux et des produits forestiers, même s'ils demeureront sous les sommets atteints plus tôt pendant le conflit ukrainien, resteront suffisamment élevés pour soutenir la rentabilité du secteur minier. De plus, grâce aux revenus exceptionnels annoncés dans sa mise à jour financière de mi-année, la Colombie-Britannique compte sur des finances publiques parmi les plus solides de toutes les provinces, de même que sur une marge de manœuvre considérable pour soutenir une reprise économique.

GRAPHIQUE 13

L'habitation et les secteurs adjacents ont été durement touchés en C.-B. en 2022



Sources : Statistique Canada, Association canadienne de l'immeuble et Desjardins, Études économiques.

TABLEAU
Canada : principaux indicateurs économiques par province

	2019	2020	2021	2022	2023p	2024p
MOYENNE ANNUELLE EN % (SAUF SI INDIQUÉ)						
Croissance du PIB réel – Canada	1,9	-5,1	5,0	3,6	0,4	0,9
Terre-Neuve-et-Labrador	4,0	-4,6	0,6	0,7	1,5	0,6
Île-du-Prince-Édouard	4,5	-1,6	7,9	2,8	0,3	0,4
Nouvelle-Écosse	3,4	-3,5	6,2	2,7	0,1	0,4
Nouveau-Brunswick	1,3	-2,7	5,9	2,4	0,3	0,4
Québec	2,8	-5,0	6,0	2,7	-0,4	1,2
Ontario	2,1	-4,7	5,2	3,7	0,0	1,0
Manitoba	1,2	-4,4	1,8	2,4	0,9	1,0
Saskatchewan	-0,4	-4,8	-0,9	5,0	1,6	1,0
Alberta	0,1	-8,0	4,8	4,9	1,6	0,9
Colombie-Britannique	2,6	-3,0	6,1	3,5	0,0	1,0
Croissance du PIB nominal – Canada	3,5	-4,5	13,6	11,6	1,8	2,8
Terre-Neuve-et-Labrador	3,6	-10,0	17,7	15,8	0,0	2,5
Île-du-Prince-Édouard	6,5	1,4	14,3	8,7	2,3	1,7
Nouvelle-Écosse	4,4	0,0	10,9	7,1	2,1	1,7
Nouveau-Brunswick	2,4	-1,6	13,8	9,5	2,3	1,7
Québec	4,6	-1,9	11,8	9,7	2,3	3,4
Ontario	3,9	-2,9	10,3	9,3	1,8	2,8
Manitoba	1,7	-1,3	8,4	8,7	3,0	2,2
Saskatchewan	1,0	-7,6	13,1	16,6	0,9	3,1
Alberta	1,7	-15,7	26,2	20,7	0,5	3,4
Colombie-Britannique	3,9	-0,7	14,2	11,0	2,1	2,3
Taux d'inflation global – Canada	1,9	0,7	3,4	6,8	3,4	1,9
Terre-Neuve-et-Labrador	1,0	0,2	3,7	6,4	3,1	1,9
Île-du-Prince-Édouard	1,2	0,0	5,1	8,9	4,0	2,4
Nouvelle-Écosse	1,6	0,3	4,1	7,5	3,7	2,2
Nouveau-Brunswick	1,7	0,2	3,8	7,3	3,2	2,0
Québec	2,1	0,8	3,8	6,7	3,2	1,9
Ontario	1,9	0,6	3,5	6,8	3,3	1,9
Manitoba	2,3	0,5	3,2	7,9	3,7	2,1
Saskatchewan	1,7	0,6	2,6	6,6	3,7	2,1
Alberta	1,7	1,1	3,2	6,5	3,5	2,0
Colombie-Britannique	2,3	0,8	2,8	6,9	3,5	1,9
Croissance de l'emploi – Canada	2,2	-5,1	4,8	3,7	0,5	1,0
Terre-Neuve-et-Labrador	1,2	-5,9	3,0	3,9	0,4	0,1
Île-du-Prince-Édouard	3,4	-3,2	3,7	6,3	0,3	0,6
Nouvelle-Écosse	2,3	-4,7	5,4	3,4	0,2	0,5
Nouveau-Brunswick	0,7	-2,6	2,6	2,2	0,1	0,4
Québec	2,0	-4,8	4,1	2,6	1,2	1,2
Ontario	2,8	-4,7	4,9	4,3	0,2	1,0
Manitoba	1,1	-3,7	3,5	2,5	0,2	1,0
Saskatchewan	1,7	-4,6	2,6	3,4	0,4	1,2
Alberta	0,6	-6,5	5,2	5,1	0,4	1,2
Colombie-Britannique	2,9	-6,5	6,6	3,2	0,4	1,2
Taux de chômage – Canada	5,7	9,5	7,4	5,3	6,2	6,5
Terre-Neuve-et-Labrador	12,3	14,1	12,9	10,8	11,2	11,4
Île-du-Prince-Édouard	8,6	10,6	9,4	7,2	8,3	9,2
Nouvelle-Écosse	7,3	9,7	8,4	6,6	7,2	7,5
Nouveau-Brunswick	8,2	10,0	9,0	7,3	8,0	8,2
Québec	5,1	8,9	6,1	4,3	4,7	4,9
Ontario	5,6	9,5	8,0	5,6	7,0	7,2
Manitoba	5,4	8,0	6,4	4,6	5,6	5,8
Saskatchewan	5,6	8,3	6,5	4,6	5,5	6,0
Alberta	7,0	11,5	8,6	5,8	6,7	7,1
Colombie-Britannique	4,7	9,0	6,5	4,7	5,6	5,9

p : prévisions

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, ministère des Finances de l'Ontario, et Desjardins, Études économiques